

Pluralisme. Journalistes, imprimeurs, femmes et hommes de culture des Bouches-du-Rhône s'affirment solidaires des salariés de la distribution coopérative de la presse.

Le soutien aux Presstalis s'organise dans le département

■ Unique en France, l'initiative pourrait bien rapidement déborder les limites des Bouches-du-Rhône. C'est du moins le souhait des initiateurs du comité de soutien départemental aux salariés en lutte de Presstalis, la société de distribution coopérative de la presse, qui était présenté hier. Ils sont plus de 80 « citoyens des Bouches-du-Rhône où une centaine d'emplois est en jeu » à demander le retrait du plan de restructuration, explique en préambule Émilie Parente, la coordinatrice du comité, salariée de la presse quotidienne régionale. « Ce plan est dangereux pour l'avenir de la distribution coopérative de la presse. Plutôt que de le cautionner, le gouvernement doit agir vite car le temps presse pour le pluralisme », insiste-t-elle.

On retrouve parmi les signataires* pêle-mêle des journalistes de *La Marseillaise*, du mensuel *Le Ravi*, de *Marsactu*, de *l'Humanité*, de l'audiovisuel public, de Télé Sud-Est... Mais aussi des salariés de toute la filière et des organisations syndicales, politiques et associatives attachées au pluralisme.

Maxime Picard, ouvrier du livre à Marseille et responsable CGT Presstalis, remercie les signataires en souhaitant que l'initiative pousse le gouvernement à intervenir dans le dossier en organisant une table ronde avec tous les acteurs du secteur. Luc Chigot, rotativiste à Vitrolles, considère urgent d'opérer une rupture avec « la machine sarkozyste mise en place à la suite des États généraux de la presse au risque de voir couler Presstalis et disparaître de nouveaux titres après France Soir et La Tribune ». Menace que les Amis de l'Humanité prennent au sérieux.

Isabelle Pasquet, sénatrice communiste des Bouches-du-Rhône, demande



Le comité de soutien compte plus de 80 personnalités dont plusieurs élus, notamment quatre parlementaires du département. Les Presstalis étaient hier en grève nationale. PHOTO ROBERT TERZIAN

au gouvernement « d'entendre les salariés » et propose d'avancer vers un service public de la distribution des titres qui pourrait prendre la forme d'une messagerie unique de presse. Elle côtoie dans le comité de soutien Gaby Charroux député PCF mais aussi Roland Povinelli et Henri Jibrayel, parlementaires PS. « Un signe encourageant » pour aller vers une sortie de crise, estime-t-elle.

De même, Jean-Marc Coppola vice-président PCF de la Région présentera demain avec le groupe du Front de

gauche une motion de soutien aux Presstalis « qui devrait être votée par l'ensemble de la majorité régionale après une lettre du président Vauzelle à la ministre de la Culture Aurélie Filippetti ». En attendant des réponses, le comité lance un appel à la solidarité financière** et entend « sortir de l'ombre » la lutte des Presstalis.

Que répondent-ils aux mécontents qui ne trouveront pas ce matin leur journal à cause d'une grève nationale ? « Je comprends leur agacement mais je leur dis que le combat des Presstalis qui

les prive ponctuellement de leur journal a pour but d'en garantir la distribution dans la durée. Le risque aujourd'hui c'est qu'ils ne trouvent plus jamais leur journal en kiosque », affirme Émilie Parente.

LÉO PURGUETTE

* comitesoutienpresstalis13.overblog.com

** Chèques à l'ordre de CGT SAD Marseille, envoyer à CGT SAD 201, avenue des Ayalades 13015 Marseille. -> Retrouvez l'événement en vidéo sur lamarseillaise.fr

L'État à la rescousse

La tenue d'un nouveau conseil d'administration a été convenue pour le 18 décembre. Les syndicats CGT CFDT et l'Udaf avaient donné l'alerte mardi (notre édition du 11 décembre 2012): rien ne va plus au sein du conseil d'administration de la Caf des Bouches-du-Rhône. Faute de quorum pour cause de démissions en cascade et de boycott de la moitié du conseil d'administration, les subventions attribuées aux centres sociaux, crèches et centres de loisir sans hébergement n'ont pu être validées.

Bien que très internes à cette administration, les dysfonctionnements dénoncés par l'intersyndicale ne sont pas sans conséquences sur des secteurs déjà en difficulté. Le souci est de taille puisque sans intervention urgente, le risque chiffre la perte en budget d'investissement et de fonctionnement de plus de 3 millions d'euros. Ce qui se traduit concrètement par un manque à gagner de 386 place en crèche et une vingtaine de centres sociaux et de loisirs incapable de continuer leurs activités.

«De nombreuses associations, centres sociaux et municipalités ayant interrogés nos services», explique la direction générale de la Caf 13, nous précisons que les mesures nécessaires ont été prises en accord avec l'État pour maintenir la continuité du service public et garantir nos engagements». Ainsi un nouveau conseil d'administration se réunit le 18 décembre pour élire un président et statuer sur les dossiers en cours. A défaut de la présence requise de plus de la moitié des membres du conseil, «il sera suspendu et remplacé par un administrateur provisoire», précise la Caf. «La direction de la Caf veille avec l'appui de la caisse nationale et de l'État à garantir les devoirs du service public vis-à-vis de l'ensemble des familles». M.G.

Mobilisation. La CGT appelle ce matin au plus large rassemblement devant le siège du MEDEF à Marseille.

Pour mettre un terme aux appétits patronaux

■ « Sécurisation de l'emploi » à la sauce patronale, protection sociale à la hauteur des exigences des citoyens, retraites complémentaires décentes, tels sont quelques uns des thèmes au menu des négociations interprofessionnelles entre les organisations syndicales des salariés et les représentants des employeurs.

Demain à 11h30, la CGT appelle au plus large rassemblement devant le siège du Medef, place Charles de Gaulle à Marseille, pour faire entendre les voix de l'opposition à une politique patronale qui avance sans masque: la crise brandie comme alibi, les chefs d'entreprises avancent en bande organisée pour imposer leur vision du résultat de ces négociations : un chantage perma-

nent pour aboutir à une véritable régression sociale. Maîtres mots de cette manœuvre, la flexibilité et l'octroi de toute liberté en matière de licenciement.

Vers les contrats intermittents

Chaque jour le démontre : aux quatre coins du pays dans le secteur privé comme public, l'obtention d'un contrat à durée indéterminée devient un véritable parcours du combattant pour les salariés. Estimés trop rigides par un patronat qui s'accommode fort bien des CDD, des contrats de mission ou des contrats intermittents. Plongeant ceux qui sont contraints de se satisfaire de ces miettes dans l'incertitude du lendemain et la précarité. Tour de passe-passe pour contourner le

licenciement économique et les obligations vis-à-vis des salariés.

Les retraites dans la ligne de mire

Cela ne suffit cependant pas à satisfaire les appétits des patrons, pas encore rassasiés par les 20 milliards supplémentaires d'allègement du «coût du travail», consentis par le gouvernement Ayrault. D'après le Medef, fait remarquer la CGT, les entreprises ne pourraient plus financer les régimes de retraites complémentaires. Pour ces dernières, la seule solution serait une baisse drastique des prestations pour 18 millions de salariés et 11 millions de retraités. Sans attendre la concertation qui s'ouvrira au printemps 2013.

G.L.

En pointe du mouvement social, la CGT contre une logique patronale criminelle. ROBERT TERZIAN